

Ecolo ne mettra pas la charrue avant les bœufs

■ La sortie de M^{me} Huytebroeck ne changera pas l'agenda de l'examen de conscience vert.

L'information a fait le "buzz" depuis samedi midi et en a éberlué plus d'un dans les rangs d'Ecolo mais à la direction du parti, on reste cool à propos "d'une initiative et d'un avis personnel auxquels il ne s'impose pas de réagir".

Dans un entretien publié sur "La Libre.be" la ministre bruxelloise sortante Evelyne Huytebroeck évoquait une possible démission d'Emily Hoyos et d'Olivier Deleuze de la direction du parti, dans la foulée de la Bérézina électorale du 25 mai. Et elle envisageait aussi un abandon du système de coprésidence cher aux écologistes.

Une triste réédition de 2003

"Il faut toujours tirer les conclusions d'un scrutin. Je l'ai fait en 2003, suite à la débâcle que nous avons connue à l'époque. On n'a pas démissionné immédiatement, mais après un mois de réflexion et de conclusions", rappelait la ministre en référence à la démission du trio qu'elle formait avec Philippe Defeyt et Marc Hordies après une toute aussi importante défaite qui avait limité leur représentation fédérale à quatre députés et à une seule sénatrice après les législatives du 18 mai 2003.

Pour rappel, cette véritable raclée avait alors sanctionné la participation des verts francophones au gouvernement arc-en-ciel présidé par Guy Verhofstadt.

Mais pour d'aucuns, il fallait aussi tenir compte à l'époque du rapprochement Ecolo-PS dans les fameuses "convergences de gauche". Comparaison n'est – évidemment – pas ou plus raison onze ans plus tard.

Vraiment "prêts à le faire" ?

Mais revenons-en aux propos d'Evelyne Huytebroeck. Si elle n'appella pas clairement Emily Hoyos et Olivier Deleuze à démissionner, elle a souligné qu'ils étaient "prêts" à le faire.

"On verra ce qu'il va se passer. En tout cas, ils ont dit qu'ils étaient prêts à le faire. Il faut – dans un délai pas trop long – définir des lignes claires par rapport à notre positionnement, notre communication et par rapport aux personnes qui incarnent Ecolo. A ce moment-là, ce sera à eux de prendre la décision", dit-elle.

"Je ne veux pas tirer sur l'ambulance, mais je les invite à prendre des décisions... comme annoncées d'ailleurs", poursuivait Evelyne Huytebroeck. "A un moment donné, Ecolo doit oser se demander s'il ne faut pas juste un président, épaulé par un secrétaire politique pour Bruxelles et un pour la Wallonie. La lisibilité serait plus marquée", insista-t-elle encore.

"Cette fois-ci nous avons souffert de cette question. Etre deux, c'est très compliqué. Il y en a toujours un qui prend le pas sur l'autre. Et puis, on a toujours voulu une parité homme-femme ou Bruxelles-Wallonie... C'est une vraie discussion à mettre sur la table."

Un avis personnel avant tout...

Dans les rangs d'Ecolo, la sortie d'Evelyne Huytebroeck a suscité des réactions mais n'a pas pour autant déclenché une pluie de grêlons. Quelques rares voix se sont publiquement élevées. Ainsi la fraîchement émoulue députée fédérale Zakia Khattabi, "tout en trouvant la question passionnante d'un point de vue de la sociologie des organisations", a estimé que "le débat sur les personnes ne doit pas se tenir dans la presse, ou les réseaux sociaux..."

Un point de vue partagé par le député wallon réélu Stéphane Hazée. Pour le reste, on s'étonne de la sortie publique alors qu'Evelyne Huytebroeck n'assistait pas, vendredi, au tout dernier conseil de fédération. Il faut préciser que nos collègues de lalibre.be l'ont inter-

rogée mercredi dernier en soirée...

Cela dit, c'est le silence radio du côté du duo présidentiel. "Normal", explique le porte-parole Nicolas Parent. "Il s'agit d'un point de vue personnel qui ne modifie en rien la décision prise par le Conseil de fédération du 4 juin. Un état des lieux a été demandé à Muriel Gerkens, à Benoît Lechat et à Luc Barbé. Ce trio va dresser un inventaire des causes internes et externes qui expliquent le résultat du 25 mai dans le mois qui vient et une méthode d'évaluation sera aussi peaufinée."

On rappellera aussi que les deux présidents ont précisé que l'évaluation serait "sans tabou", question de permettre au parti de rebondir sans dépenses inutiles d'énergie.

Lors de la réunion du 4 juin, nous rappelle-t-on à la direction d'Ecolo, les co-présidents se sont dits prêts à assumer leurs responsabilités. "On a une part de responsabilité. Ce n'est pas parce qu'on travaille collectivement qu'on a tous la même part de responsabilité", avait clairement précisé alors Olivier Deleuze.

Christian Laporte

"On a une part de responsabilité. Ce n'est pas parce qu'on travaille collectivement qu'on a tous la même part de responsabilité."

OLIVIER DELEUZE

Le co-président n'a pas réagi ce week-end aux propos de la ministre bruxelloise Huytebroeck mais il avait été très clair lors du conseil de fédération du 4 juin qui a mis en place une task-force pour étudier les causes de la débâcle verte aux scrutins du 25 mai dernier.